

## 2. LA SITUATION FRANÇAISE

Les difficultés grandissantes de l'impérialisme américain, la remontée de la combativité ouvrière en Europe occidentale, pourrait nous conduire à un optimisme démesuré si on se limitait à une simple description de la situation politique en France dans les deux dernières années. En effet, en dehors de la grande bourgeoisie, la plupart des couches sociales sont engagées dans des mouvements revendicatifs. Grèves et occupations d'entreprises se sont succédées dans plusieurs secteurs comme la métallurgie, les mines, le textile, les grands magasins, montrant ainsi que malgré l'échec politique de 1968, la combativité ouvrière restait encore très puissante. Parallèlement, des mouvements très durs sont apparus dans des couches de la petite et moyenne bourgeoisie, victimes de la concentration capitalistes. La lutte des petits paysans, des petits commerçants, des travailleurs indépendants a donc touché une des bases sociales sur lesquelles le régime s'était appuyé électoralement pendant plus de dix ans. Enfin, l'affaire Guiot a révélé au pouvoir l'échec de sa politique de reprise en main d'une jeunesse scolarisée qui ne se reconnaît plus depuis 1968 dans les valeurs morales et idéologiques véhiculées par une bourgeoisie décadente.

L'accentuation de la répression, les troubles au sein de la police, de la magistrature et des moyens d'information apparaissent ainsi comme le reflet d'une profonde crise qui émeut de plus en plus les notables de la majorité.

Et pourtant ce rapide tableau doit être nuancé. Ces deux dernières années ont été parmi les plus fructueuses pour les profits capitalistes pendant que la politique d'intégration marquait des points importants. L'année 1969-70 a connu un chiffre inégalé d'accords contractuels alors que les mouvements les plus durs de la classe ouvrière étaient brisés (EDF-Batignoles-Grands magasins, ...). Ainsi les conditions favorables de la période présente ne doivent pas nous cacher tous les aspects de la conjoncture.

\* La politique de la bourgeoisie française depuis 1969.

a) *Des possibilités de manœuvres réelles.* (Voir la brochure de la commission économique).

Profitant de la conjonction de facteurs favorables pour elle (augmentation plus élevée des salaires dans les autres pays d'Europe, augmentation de la demande intérieure après les accords de Grenelle, réussite de la dévaluation, etc...), la grande bourgeoisie française a réalisé des profits considérables dans les deux dernières années : 22% en 1969, 20% en 1970). La politique de modernisation et de rentabilisation suivie par l'équipe Pompidou s'est traduite par une augmentation du chômage et de l'épargne, par une baisse de la consommation courante et par une augmentation des surplus exportables.

Sans suivre les conseils du plan de Giscard d'Estaing, le patronat a profité de cette situation relativement favorable pour accorder dans le secteur privé des augmentations de salaires, s'efforçant ainsi de façon préventive de désamorcer la combativité ouvrière.

La forte augmentation du chômage qui peut atteindre le chiffre de 600 000 en 1972 devient une des questions les plus préoccupantes pour les travailleurs. Il s'agit essentiellement des secteurs en déclin (mines sidérurgie), des femmes travaillant dans le textile, le cuir, l'habillement, des employés du secteur tertiaire

touchés par la « rentabilisation ». Pour les secteurs de pointe, (mécanique, construction électrique, électronique, chimie...) règnera en permanence une instabilité de l'emploi due au changement d'implantation géographique des nouvelles entreprises, à l'insuffisance de la formation professionnelle, aux difficultés de recyclage, etc...

Sans rompre avec le passé, il est clair que le gouvernement Pompidou s'efforce de se donner tous les moyens pour accélérer la politique de restructuration capitaliste, d'offensive contre les secteurs improductifs, de concentration des circuits essentiels de financement dans les mains de l'Etat. Des millions de salariés et d'étudiants en font les frais.

b) *Des moyens d'intervention politique réduits.*

Pour pouvoir appliquer avec succès une telle politique, la bourgeoisie liée au sort du capitalisme international a, en tous cas, besoin en France d'une solide assise politique, et de la « paix sociale ». L'entrée en lutte des travailleurs des secteurs en déclin peut avoir sur le plan politique et social des conséquences prioritaires, obligeant la bourgeoisie française à prendre des mesures contradictoires avec ses perspectives d'ensemble et cela dans une période où les luttes économiques des secteurs en déclin peuvent servir de détonateur à des luttes plus « politiques » dans les secteurs en expansion —et c'est là où intervient le caractère général de la période décrit plus haut.

La bourgeoisie française est prise dans une double contradiction :

1- Inadéquation de ses moyens politiques et de ses possibilités économiques ;

2- Contradiction entre une conjoncture favorable et une période de crise du système et de remontée internationale des luttes ouvrières.

La destruction de la démocratie parlementaire bourgeoise a été entreprise par un Etat fort de type bonapartiste ; la note est aujourd'hui lourde à payer pour la bourgeoisie française qui a dû se débarrasser du Bonaparte : rien n'est venu remplacer les vieux partis bourgeois classiques. L'UDR n'est qu'une formation créée à l'image du système bonapartiste. Sans assise sociale suffisante dans le pays (cf. ses échecs répétés lors des Municipales), elle n'apparaît pas avec assez de crédibilité pour la grande bourgeoisie dont les hésitations politiques se retrouvent aussi bien dans ce parti que chez les Républicains Indépendants, qu'au Centre Démocrate, voire pour certains dans des tentatives de type Servan Schreiber. La disparition progressive des structures tampons entre les salariés et le pouvoir central crée un vide dangereux que les essais de régionalisation ne remplissent pas. Dès lors, les conflits sociaux se durcissent pour rencontrer un écho national auprès du pouvoir lui-même et prennent ainsi plus nettement une dimension politique.

Si la grande bourgeoisie est unanime pour exiger une politique de concentration et de rentabilisation et par conséquent d'intégration du mouvement ouvrier, elle reste très divisée sur les moyens d'y parvenir jugeant l'actuelle majorité en fonction de ses résultats. La dialectique intégration-répression est souvent comprise de façon fort nuancée. Depuis maintenant deux ans, le pouvoir utilise avec habileté la force et la faiblesse des syndicats sans envisager de les briser. Avec la force des centrales « responsables » consentantes, on accoutume peu à peu les travailleurs à l'intégration par la politique contractuelle qu'on peut aujourd'hui monnayer par des